

médecins, des hommes politiques et bon nombre de gens qui ont étudié la statistique disent que cette disposition ouvrira la porte à l'avortement sur demande pour celles qui ont les moyens de se faire traiter dans des hôpitaux privés.

Au cours de la première année, près de la moitié des femmes qui se sont fait avorter légalement étaient des célibataires. Les divorcées, les veuves et les femmes séparées de leur mari représentaient 8 p. 100 du total.

[Français]

Ce qui signifie que 58 p. cent de tous les avortements, en Angleterre, ont été pratiqués sur des jeunes filles, des divorcées, des veuves et des femmes séparées.

Voilà le résultat de l'application d'une loi sur l'avortement en Angleterre.

[Traduction]

Un grand nombre de Canadiens qui estiment les principes bibliques et moraux de notre société et de notre peuple démocratiques applaudissent avec reconnaissance votre courageuse opposition aux projets d'amendements au Code criminel qui supprimeraient l'illégalité de l'homosexualité et de l'avortement. Le premier ministre et le ministre de la Justice sont informés du contenu du présent message accompagné d'autres protestations.

[Français]

Vendredi, j'entendais l'honorable député de Vancouver-Kingsway (Mme MacInnis) nous dire:

Depuis déjà trop longtemps la minorité paralyse la majorité à cet égard au Canada. Nous en avons sûrement eu la preuve ici à la Chambre ces dernières semaines. Il est temps qu'on permette à la majorité d'agir selon sa conscience...

Si l'on agissait selon sa conscience, très bien. Mais ce n'est pas selon la conscience des députés ministériels qu'on agit; au contraire, on agit selon le parti. Comme je le disais la semaine dernière: Au diable la patrie, en tant qu'on sauve le parti! Et c'est encore cela.

Je connais des députés ministériels dont les électeurs sont nettement opposés à ce bill sur l'avortement. Ces députés n'ont même pas le droit de se lever à la Chambre pour dire ce que leurs commettants pensent. Monsieur l'Orateur, je ne parle pas à tort et à travers, mais en connaissance de cause, car j'ai été renseigné par des gens de ces circonscriptions.

Et l'honorable député de Vancouver-Kingsway disait encore, et je cite:

... tout en respectant le droit de la minorité de continuer d'agir selon la sienne. L'autre soir j'ai entendu le chef créditiste dire à la télévision d'une voix forte et claire, «Ils doivent nous respecter comme nous les respectons». Nous avons l'intention de les respecter et nous leur avons prouvé notre respect. La mesure respectera les gens qui sont contre l'avortement. D'autre part, ceux d'entre nous qui tiennent à moderniser les lois sur l'avortement ne permettront à aucune minorité au pays de priver les citoyens canadiens des choses dont ils ont besoin.

On sait pertinemment que l'avortement ne soulagera pas et n'aidera pas à conserver la santé d'une mère de famille. Je dirai ceci à l'honorable député de Vancouver-Kingsway: Pour éviter l'avortement—comme elle nous dit que n'importe qui peut l'éviter, n'importe qui peut passer à côté—il y a une autre façon. Il n'y a rien qui oblige une femme à coucher avec un homme. Cela réglerait la situation. On a eu du plaisir, c'est beau, mais on n'est pas prêt à subir les conséquences; on manque alors totalement d'esprit de responsabilité. Si l'on est prêt à poser des actes, qu'on en subisse les conséquences, dans n'importe quel domaine.

Monsieur l'Orateur, c'est pour cette raison que j'ai cité la semaine dernière plusieurs témoignages. On nous accuse, parce que nous sommes des catholiques, mais il n'y a pas seulement des catholiques qui s'opposent à l'avortement. J'ai en main des télégrammes. J'en ai un de Montréal, par exemple, je cite:

Re Montréal Matin bill omnibus 3 mai je vous approuve cent pour cent et pas seule.
Montréal, le 5 mai.

[Traduction]

Église méthodiste libre
Conférence de l'Ouest de l'Ontario.

M. E. A. Cooper, surintendant de la conférence.

[Français]

Monsieur l'Orateur, ce n'est quand même pas un catholique, celui-là, c'est un méthodiste.

Voici un autre télégramme de Toronto, qui nous félicite du travail que nous faisons contre l'adoption des mesures sur l'avortement.

Ici, une organisation:

[Traduction]

Le Conseil national des femmes juives du Canada, réuni en congrès aujourd'hui, a adopté à l'unanimité une résolution recommandant la suppression de tous les articles relatifs à l'avortement dans le Code criminel. C'est un sujet personnel entre une femme et son médecin.

[Français]

L'hon. M. Turner: Ce n'est pas ce que vous vouliez dire.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, c'est cela. Un télégramme qui nous vient...

[Traduction]

Ce n'est ce que nous voulons, c'est le contraire. Je viens de lire un télégramme que m'a fait parvenir un groupement juif de Montréal, qui nous dit que c'est leurs affaires et non les nôtres.

Des voix: Très juste.

M. Caouette: Pourquoi est-ce dans le projet de loi?